

A.A.S.S. KARATE

(Association Amicale et Sportive de Sarcelles)

Association à but non lucratif (Loi du 1^{er} Juillet 1901)

1 Avenue Paul Langevin – BP n°6

95205 SARCELLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2019**



A.A.S.S. KARATE

(ASSOCIATION AMICALE ET SPORTIVE DE SARCELLES)
Association à but non lucratif (Loi du 1er Juillet 1901)

**1 Avenue Paul Langevin – BP n°6
95205 SARCELLES**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 aout 2019**

Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale dans le cadre des dispositions de l'article L 820-3-1 du code de commerce, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Amicale et Sportive de Sarcelles KARATE relatifs à l'exercice clos le 31 aout 2019 (12 mois), tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- ✓ les principes comptables suivis
- ✓ les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre entité,
- ✓ leur présentation d'ensemble,
- ✓ la correcte comptabilisation des subventions et des cotisations,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes



annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Franconville

Signé électroniquement le 28/02/2022 par
Remy Deschamps

Rémy DESCHAMPS

pour la Compagnie Fiduciaire Francilienne
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Versailles et du centre



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

AASS KARATE

1 avenue Paul Langevin
95205 SARCELLES

COMPTES ANNUELS

du 01/09/2018 au 31/08/2019

Association à but non lucratif Siret 41051119000010 Naf ; 9312Z

Sommaire

Bilan	1
ACTIF	1
<i>Immobilisations incorporelles</i>	<i>1</i>
<i>Immobilisations corporelles</i>	<i>1</i>
<i>Immobilisations financières</i>	<i>1</i>
<i>Stocks en cours</i>	<i>1</i>
PASSIF	2
<i>Fonds associatifs et réserves</i>	<i>2</i>
<i>Dettes</i>	<i>2</i>
<i>Engagements reçus</i>	<i>2</i>
<i>Engagements donnés</i>	<i>2</i>
Compte de résultat	3
<i>Produits d'exploitation</i>	<i>3</i>
<i>Autres produits d'exploitation</i>	<i>3</i>
<i>Charges d'exploitation</i>	<i>3</i>
<i>Produits financiers</i>	<i>3</i>
<i>Charges financières</i>	<i>4</i>
<i>Produits exceptionnels</i>	<i>4</i>
<i>Charges exceptionnelles</i>	<i>4</i>
<i>Evaluation des contributions volontaires en nature</i>	<i>5</i>
ANNEXE	6

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/08/2019 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2018 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	5 648,08	5 648,08			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	35 570,61	32 846,45	2 724,16	3 562,49	- 838
Autres immobilisations corporelles	11 696,62	11 559,38	137,24	382,99	- 246
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	900,00		900,00	900,00	
TOTAL (I)	53 815,31	50 053,91	3 761,40	4 845,48	- 1 084
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés	4 994,30		4 994,30	463,00	4 531
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	60,00		60,00	59,82	
. Personnel				179,24	- 179
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
. Autres	55 447,17		55 447,17	46 705,91	8 741
Valeurs mobilières de placement	15,00		15,00	15,00	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	220 083,78		220 083,78	231 928,78	- 11 845
Charges constatées d'avance	4 349,65		4 349,65		4 350
TOTAL (II)	284 949,90		284 949,90	279 351,75	5 598
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	338 765,21	50 053,91	288 711,30	284 197,23	4 514

Bilan(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/08/2019 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2018 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise			
. Ecart de réévaluation			
. Réserves			
. Report à nouveau	122 615,89	77 491,92	45 124
. Résultat de l'exercice	3 875,28	45 123,97	- 41 249
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	126 491,17	122 615,89	3 875
Provisions pour risques et charges			
TOTAL (II)			
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement			
. Sur autres ressources			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	7 612,81	5 672,05	1 941
Autres	31 849,32	33 663,29	- 1 814
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	122 758,00	122 246,00	512
TOTAL (IV)	162 220,13	161 581,34	638,79
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	288 711,30	284 197,23	4 514
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/08/2019 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2018 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises	6 886,30		6 886,30	9 691,13	- 2 805
Production vendue biens					-28,94
Production vendue services	3 743,09		3 743,09	177,61	3 565
					N/S
Montants nets produits d'expl.	10 629,39		10 629,39	9 868,74	761
					7,71
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée			9 794,16	7 153,69	2 640
					36,91
Subventions d'exploitation			277 034,94	273 077,57	3 957
					1,45
Cotisations			83 916,98	92 422,53	- 8 506
					-9,20
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs					
Autres produits			27 757,00	27 009,00	748
					2,77
Reprise de provisions					
Transfert de charges			1 612,69	229,50	1 383
					602,70
Sous-total des autres produits d'exploitation			400 115,77	399 892,29	223
					0,06
Total des produits d'exploitation (I)			410 745,16	409 761,03	984
					0,24
Charges d'exploitation					
Achats de marchandises					
Variations stocks de marchandises					
Achats de matières premières et autres approvisionnements			595,41	95,61	500
					522,75
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements			32 290,22	15 551,49	16 739
					107,63
Autres achats non stockés			8 960,38	6 331,11	2 629
					41,53
Services extérieurs			218 015,73	198 825,62	19 190
					9,65
Autres services extérieurs			3 194,97	2 049,29	1 146
					55,91
Impôts, taxes et versements assimilés			90 447,54	90 079,67	368
					0,41
Salaires et traitements			16 427,53	18 218,53	- 1 791
					-9,83
Charges sociales					
Autres charges de personnels					
Subventions accordées par l'association					
Dotations aux amortissements et aux dépréciations					
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements			1 866,48	4 021,29	- 2 155
					-53,59
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations					
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations					
. Pour risques et charges : dotation aux provisions					
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			35 481,58	33 915,34	1 566
					4,62
Autres charges					
Total des charges d'exploitation (II)			407 279,84	369 087,95	38 192
					10,35
RESULTAT D'EXPLOITATION			3 465,32	40 673,08	- 37 208
					-91,48
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (III)					
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (IV)					
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif					
Autres intérêts et produits assimilés			664,25	640,93	23
					3,64
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers (V)			664,25	640,93	23
					3,64

	Exercice clos le 31/08/2019 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2018 (12 mois)		Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements						
Total des charges financières (VI)						
RESULTAT FINANCIER			664,25	640,93	23	3,64
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			4 129,57	41 314,01	- 37 184	-90,00
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion			250,01	6 793,25	- 6 543	-96,32
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (VII)			250,01	6 793,25	- 6 543	-96,32
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion			504,30	2 983,29	- 2 479	-83,10
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)			504,30	2 983,29	- 2 479	-83,10
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
RESULTAT EXCEPTIONNEL			-254,29	3 809,96	- 4 064	106,67
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)			411 659,42	417 195,21	- 5 536	-1,33
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)			407 784,14	372 071,24	35 713	9,60
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT						
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT			3 875,28	45 123,97	- 41 249	-91,41

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/08/2019 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2018 (12 mois)	Variation	%
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Bénévolat				
. Prestations en nature				
. Dons en nature				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

ANNEXE

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/08/2019 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/08/2018 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 288 711,30 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 3 875,28 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par votre comité directeur.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Eur

Annexe (suite)

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont directement inscrits en charges.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation en mode linéaire.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Contributions volontaires :

La communauté d'agglomération Val de France met à disposition les locaux et fournit les fluides (eau, électricité, chauffage)

Annexe (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	5 648			5 648
Immobilisations corporelles	46 485	782		47 267
Immobilisations financières	900			900
TOTAL	53 033	782		53 815

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles	5 648			5 648
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	42 539	1 866		44 806
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	42 539	1 866		44 806
TOTAL GENERAL (I+II+III)	48 187	1 866		50 454

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	4 994	4 994	
Autres créances			
Charges constatées d'avance	55 447	55 447	
TOTAL	60 441	60 441	

ANNEXE (suite)

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	54 373
Autres produits à recevoir	1 074
TOTAL	55 447

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	7 613	7 613		
Dettes fiscales et sociales	9 922	9 922		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	21 927	21 927		
Produits constatés d'avance	122 758	122 758		
TOTAL	162 220	162 220		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	5 195
Dettes fiscales et sociales	3 364
Autres dettes	
TOTAL	8 559

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
Ville de Sarcelles	fonctionnement	190 400	190 400			
Conseil Départemental	fonctionnement	54 000	12 500	41 500		
Etat	sur objectifs	32 634	19 761	12 873		
TOTAL		277 034	222 661	54 373		

*ANNEXE (suite)***AUTRES INFORMATIONS***Engagements et sûretés réelles consenties*

Les cautions, avals et garanties donnés: néant

Les cautions, avals et garanties reçus: néant

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Rémunération des dirigeants

Les dirigeants, membres du comité directeur sont tous bénévoles et n'ont perçu aucune rémunération.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres		
Non cadres	4	1
TOTAL	4	1



A.A.S.S. KARATE

(Association Amicale et Sportive de Sarcelles)

Association à but non lucratif (Loi du 1^{er} Juillet 1901)

1 Avenue Paul Langevin – BP n°6

95205 SARCELLES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2019



A.A.S.S. KARATE
(ASSOCIATION AMICALE ET SPORTIVE DE SARCELLES)
Association à but non lucratif (Loi du 1er Juillet 1901)

1 Avenue Paul Langevin – BP n°6
95205 SARCELLES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 aout 2019

Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.



CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Franconville

Signé électroniquement le 28/02/2022 par
Remy Deschamps

Rémy DESCHAMPS
pour la Compagnie Fiduciaire Francilienne
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Versailles et du Centre

